

À l'occasion de la sortie du nouveau numéro de la revue *N'Autre école*, nous vous proposons cet article extrait du dossier consacré aux relations entre les médias et l'école.

La revue est à commander dans les meilleures librairies ou en ligne sur notre boutique.

N'Autre école n° 19, "Les médias (tout) contre l'école", printemps été 2022, 108 pages

Offre de lancement : 5 € le numéro (au lieu de 10 €).

[Commande en ligne depuis notre boutique](#)

Les liens entre les médias et l'école sont anciens mais la révolution numérique pose des questions cruciales, à commencer par la maîtrise collective des nouveaux moyens de communication. Une éducation aux médias par les médias, à la fois avec et contre eux, relève de la responsabilité collective. Pourtant, en dépit des déclarations, l'institution n'est pas à la hauteur des enjeux.

Nouveaux défis

Le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication et leur appropriation sociale représentent plus qu'une accélération : c'est une véritable révolution des pratiques et des représentations. Anne Cordier, autrice de *Grandir connectés*, s'appuie sur plusieurs études pour rendre compte de l'accès des jeunes au numérique. En 2000, 27 % des 8-19 ans étaient connectés à Internet. En 2007, le chiffre atteint les 90 %. En juin 2012, une enquête établissait que 98 % des 12-17 ans disposaient à domicile d'un accès à Internet (1). D'après l'Insee, 94 % des 15-29 ans avaient un smartphone en 2021 (2). Avec le Web 2.0, parfois aussi appelé le Web participatif, la production et le partage de l'information sont en outre grandement simplifiés. On l'aura compris, le problème aujourd'hui n'est pas tant la quantité d'informations disponibles que la capacité à en évaluer la qualité. Or, d'après d'Anne Cordier, les adolescent·es ne se posent la question de la fiabilité des sources que lorsqu'elles et qu'ils sont dans un cadre scolaire. En classes média, ma collègue et moi demandions aux élèves comment elles et ils s'informaient. Les réseaux sociaux revenaient systématiquement, Instagram ou Snapchat le plus souvent. Les plus averti·es indiquaient suivre le fil d'actualité d'un média reconnu. Très peu s'informaient grâce à la télévision et presque jamais en écoutant la radio. Au bouleversement des environnements informationnels, il faut ajouter une défiance de plus en plus importante vis-à-vis des grands médias, des professionnels de l'information allant jusqu'à parler de rupture. On pense ici aux théories complotistes qui ne sont certes pas une nouveauté mais qui prennent néanmoins une autre dimension avec Internet. Il ne suffit pas seulement de s'en émouvoir, il faut aussi tenter de bien la saisir afin de limiter ses effets les plus délétères. Car, sans espace symbolique où il est possible de s'entendre sur des régimes de vérité, l'élaboration d'une culture commune est compromise. Sans doute la remise en cause des grands médias par une partie de la population est-elle liée à un problème plus global, la fragilisation du lien social et le rejet d'institutions jugées insuffisamment représentatives.

Comprendre les raisons de ce décrochage est indispensable

Le métier de journaliste a lui-même dû s'adapter à la « révolution du numérique » et négocier,

parfois dans la douleur, le passage des médias de masse à la masse des médias pour reprendre l'expression d'Ignacio Ramonet (3). De plus en plus, la profession s'interroge sur son utilité sociale et de sa responsabilité. D'où le développement, au sein des rédactions, des services de *fact-checking*, la vérification des faits ou des informations diffusées via les réseaux sociaux, et autres décodeurs. Ce qui fait débat maintenant, c'est le rôle du journaliste dans la Cité, sa fonction démocratique. C'est dans ce contexte que des journalistes interviennent au sein des établissements scolaires, encouragé-es par l'institution qui voudrait en faire le relais des « valeurs de la République ». Une autre tendance se dégage toutefois : la banalisation des idées d'extrême droite dans les médias. Cette inclination n'est pas propre au journalisme, elle s'inscrit plutôt dans une droitisation plus générale. S'il n'est pas question de remettre en cause la liberté d'expression, il est nécessaire de rappeler, face aux médias de la haine, qu'il y a aussi un principe de responsabilité auquel les journalistes ne peuvent se soustraire et que toutes les opinions ne se valent pas. La mise en scène spectaculaire de l'information sur les chaînes d'info en continu s'explique aussi par l'intensification de la concurrence et la réduction des parts de marché. Mais que reste-t-il au juste de leur contre-pouvoir quand les médias appartiennent à des grands groupes économiques ? Le journalisme est aussi une représentation du monde, un discours qui classe, hiérarchise, sélectionne et ordonne les faits en fonction d'intérêts qui ne sont pas toujours apparents. C'est pourquoi il est indispensable de confronter la logique médiatique à d'autres formes de connaissance du monde (sciences, histoire et géopolitique, philosophie, littérature, etc.) pour redonner toute sa complexité aux événements ou aller au-delà du simple rapport émotionnel.

Les pratiques médiatiques à l'école

Contrairement aux idées préconçues, les jeunes s'interrogent sur leurs rapports aux médias quand on veut bien les écouter... Un journaliste est venu dans mon lycée l'année dernière pour travailler avec des classes de première et de terminale sur le documentaire complotiste *Hold-up* et la dernière campagne électorale américaine. Il s'agissait de les initier aux règles du journalisme en démontant les techniques manipulatoires. Quand les élèves ont l'occasion d'exercer leur esprit critique, on constate qu'elles et qu'ils ne sont pas passifs face aux images. De même, elles et ils sont bien conscient-es des difficultés qu'elles et qu'ils rencontrent dans la maîtrise de l'information et comptent sur nous, enseignant-es, éducatrices et éducateurs, pour répondre à leur besoin et les aider à faire face aux multiples emprises médiatiques. Le meilleur moyen de comprendre comment se fabrique l'information est encore d'en passer par la pratique. Des dispositifs proposent ainsi aux élèves du secondaire une éducation à l'information. Dans mon établissement, les classes médias ont permis aux élèves de s'initier à des techniques d'écriture nouvelles, à la pratique de la radio, au reportage. Cela est en outre l'occasion de rencontres avec des professionnels de l'information, un jeune journaliste de *Libération* passé par le *Bondy Blog* pour prendre l'exemple de mon lycée. La pratique d'une écriture plus libre et plus près des centres d'intérêt, moins corsetée d'une certaine manière, libère des capacités qui se révèlent plus difficilement dans un contexte d'apprentissage plus traditionnel. C'est en outre lors de ces séances qu'il est possible de mobiliser des pratiques « non formelles » pour les articuler à des savoirs scolaires, de transférer et d'enrichir des compétences acquises dans un autre cadre. Anne Cordier relève à juste titre que les pratiques non formelles des jeunes, pour peu que nous acceptions de nous poser en médiateurs-trices plutôt qu'en détenteurs-trices uniques du savoir, peuvent contribuer à transformer les pratiques pédagogiques. Les élèves arrivant parfois au lycée avec un sentiment d'échec, la classe média a été aussi envisagée comme un espace de remédiation. Le suivi était facilité par un encadrement renforcé : nous étions trois, parfois quatre adultes, pour les accompagner et prêter attention à leurs besoins.

Une démission de l'institution ?

Dans son livre *Voyage au pays de la dark information*, le journaliste Antoine Bayet déplore que l'éducation aux médias et à l'information (EMI) n'arrive pas à s'étendre plus largement (4). Prévue dans les programmes scolaires à partir de 2013, elle est actuellement en perte de vitesse. Dans mon lycée, il n'y a plus de classes média, faute de supports horaires et pédagogiques. Elles fonctionnaient en effet avec l'enseignement d'exploration Littérature et société qui a disparu avec la dernière réforme. Les TPE ont eux aussi été supprimés alors qu'ils donnaient aux élèves l'occasion d'exploiter largement la presse. Il y a en réalité des injonctions très contradictoires de la part de l'institution. D'un côté elle nous invite à former les élèves à la maîtrise de l'information, de l'autre elle retire les moyens qui rendent possible une éducation aux médias. S'il y a toujours eu des tensions très fortes entre la volonté de développer une culture médiatique au sens large, connaissance des technologies et méthode de la recherche documentaire, et une vision « plus techniciste », c'est cette dernière qui tend maintenant à s'imposer, comme si les compétences informationnelles étaient déjà disponibles, objectives et accessibles à toutes et tous sans apprentissage. C'est un point qui reste d'ailleurs trop souvent ignoré par les enseignant-es elles/eux-mêmes. Question de moyens, de replis sur les enseignements « fondamentaux », de manque d'intérêt ou de temps dévolu, l'appropriation critique des médias et des technologies de l'information ne trouve pas vraiment de place à l'école alors que l'Unesco a fait de la maîtrise de l'information un enjeu démocratique majeur. Mais il est possible aussi de voir les choses autrement. La généralisation d'un tel enseignement transdisciplinaire obligerait à un décloisonnement des savoirs, à une autre organisation du temps scolaire et à une transformation des formes pédagogiques. Serait-ce bousculer trop de conservatismes ? ■

Jérôme Debrune, collectif Questions de classe(s)

1. Cordier Anne, *Grandir connectés. Les adolescents et la recherche d'information*, C&F éditions, 2015.
2. Legleye Stéphane, Nougaret Amandine, Viard-Guillot Louise, 94 % des 15-29 ans ont un smartphone en 2021 (source Insee).
3. Ramonet Igancio, *L'Explosion du journalisme, Des médias de masse à la masse de médias*, Éditions Galilée, 2011.
4. Bayet Antoine, *Voyage au pays de la dark information*, Robert Laffont, 2022.